

## Nouvelles locales du jeudi 08 avril 2010

@rib News, 09/04/2010 | Mal gouvernance- La corruption gangrène le Burundi depuis trois ans suite à la mauvaise gouvernance qui est devenue monnaie courante dans le pays, selon une étude menée par le Pr Julien Nimubona. La demande de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), « La corruption au Burundi est une réalité ». Le rapport il montre que la corruption n'est plus une marginalité sociale mais est devenue une réalité sociale. Pr Nimubona trouve que la corruption existe du sommet de l'Etat jusqu'à la base chez les petits notables des collines de recensement. Toutes les formes de corruption sont présentes au Burundi selon le politologue Nimubona. Il cite à titre d'exemple le clientélisme, le nepotisme et autres. Selon cette étude, les secteurs les plus touchés sont la justice, la police, le fisc, les secteurs de l'éducation et même ceux de la santé. Pr Nimubona tire la sonnette d'alarme pour l'instauration de l'urgence pour sauver la situation car le citoyen burundais est exposé à un système d'inégalité majeur. Il regrette que cette corruption soit en train de détourner les biens communs au profit d'une petite poignée de gens mal intentionnés. Finalement, l'Etat est exposé à la contestation du pouvoir par la population burundaise suite à cette montée en puissance de la corruption. Il prédit que l'alternance au pouvoir risque d'être difficile suite aux corrompus qui chercheront à tout se maintenir au pouvoir pour se protéger et protéger les corrupteurs, ce qui peut même plonger le pays dans le chaos. (Isanganiro/Rpa/Bonesha)

- L'Olucome regrette l'augmentation des détournements des deniers publics par ceux qui sont chargés de les protéger. Dans une conférence de presse animée ce jeudi, Gabriel Rufyiri président de l'Olucome révèle que plus de 306 milliards ont été détournés par une poignée de gens de tous les secteurs de l'Etat et même privés. Cette situation a eu lieu entre 2003 et 2009, il a signalé que seuls 3 milliards ont été restitués dans les caisses de l'Etat. L'argent détourné de 45 milliards de francs burundais, soit 44 millions de dollars américains, en 2004 le montant était de 88 milliards, en 2005 plus de 132 milliards ont été détournés, en 2006, le montant détourné est de 159 milliards, 2007 le montant est de 213 milliards, en 2008 le montant de 238 milliards et 288 milliards en 2009. Selon le président de l'Olucome, les secteurs essentiellement touchés par ce phénomène de la corruption sont les douanes, les marchés publics, et les décisions politiques qui sont conditionnées par de grosses commissions. (Isanganiro/Rpa) | Sécurité - Le président de l'Olucome Gabriel Rufyiri dénonce des intimidations dont les membres de son organisation font face actuellement. Il dit que son organisation possède plus de 14 informateurs dans chaque commune du pays, ce qu'il qualifie d'un grand arsenal humain et cela lui donne une grande force de ne pas désarmer devant les actions des terroristes, a souligné Gabriel Rufyiri avant de déplorer que toute une année vient de s'écouler sans que la lumière soit faite sur la mort d'Ernest Manirumva, l'ancien vice-président de l'Olucome. Rappelons que l'ancien vice président de l'Olucome a été tué du 8 au 9 avril 2009 à son domicile à Bujumbura. (Isanganiro/Rpa/Ccib) - Une somme de 500.000 francs a été volée par des bandits armés de fusils et de grenade à Matana en province de Bururi au sud du Burundi. Ce groupe de bandits armés a blessé une personne mais sa vie n'est pas en danger selon des sources proches de sa famille. En outre, dans la ville de Rumonge dans cette province de Bururi, une boutique a été cambriolée par un jeune homme âgé de 20 ans. Ce bandit a été vite arrêté par la population qui l'a directement remis à la police. La police et l'administration de cette commune demandent à la population de faire des rondes nocturnes pour veiller à leur sécurité. (Isanganiro/Bonesha) | Education. L'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG) lance un appel vibrant au gouvernement burundais de se pencher sur les revendications des enseignants qui viennent de passer un mois en grève. Gertrude Kazoviyo vice-présidente de l'OAG implore l'implication de tout un chacun pour éviter une année blanche. Selon Kazoviyo, la situation est dramatique car les enfants viennent de passer tout un mois à la maison et les négociations n'avancent pas réellement. Notons que le conseil des ministres a, par son communiqué rendu public jeudi soir, reconnu que les négociations traînent encore car les syndicats demandent des salaires qu'ils n'ont pas encore eu suite à la grève, ce qui signifie que ces négociations n'ont pas encore touché les revendications réelles des enseignants. (Isanganiro/ Rtnb) | Médias Les médias privés menacent de se retirer du plan commun des médias PACAM. Corneille Nibaruta, président de l'association des radios diffuseurs du Burundi dit que plus les jours passent, plus le PACAM est perturbé surtout par le pouvoir qui a empêché la diffusion des programmes des partis politiques qui étaient destinés à la diffusion. Nibaruta dit que si jamais la situation persiste, les médias vont se retirer pour garder leur crédibilité plutôt que d'être instrumentalisés par le pouvoir qui a interdit le fonctionnement de cette synergie médiatique dans le but de couvrir les élections. (Rpa) | Société - Un bébé mort a été retrouvé dans une fosse sceptique de la colline Ruhagarika zone Gasenyi commune Buganda à Cibitoke au nord ouest du Burundi. Ce bébé avait été jeté par sa mère qui reconnaît les faits. Cette fille-mère de 18 ans explique le geste par le refus du père de l'enfant de reconnaître la paternité, ce qui l'a poussé à se débarrasser du bébé car elle dit être sans moyens de l'élever. Cette fille-mère a vite été arrêtée par la police et se trouve sous interrogatoire à Buganda. (Isanganiro)